

Macron, sélectionnés comme cibles



Charles Michel a été sélectionné comme cible par un utilisateur du logiciel Pegasus à la même période qu'Emmanuel Macron.

© ISOPIX.

France L'exécutif ciblé

JOËL MATRICHE
ELODIE GUÉGUEN (RADIO FRANCE)
DAMIEN LELOUP
ET MARTIN UNTERSINGER
(« LE MONDE »)

Un des numéros utilisés par le chef d'Etat français depuis au moins 2017 et jusqu'à ces derniers jours a été identifié par nos confrères du *Monde* et de Radio France dans la liste de 50.000 numéros de téléphone consultée par Forbidden Stories et Amnesty International, puis partagée avec les médias partenaires du Pegasus Project. Selon l'analyse effectuée par le Security Lab d'Amnesty et le consortium, la présence d'un numéro dans cette liste signifie qu'un client de NSO s'y est intéressé et a envisagé une possible contamination. L'authenticité de cette liste et son lien avec le logiciel Pegasus ont notamment été établis en analysant en détail plusieurs dizaines de téléphones y figurant. Dans la majorité des cas, des traces techniques laissées par le logiciel Pegasus y ont été retrouvées.

Selon l'investigation menée par le consortium, le numéro de M. Macron a été saisi en mars 2019 par une agence de sécurité marocaine. Son téléphone n'ayant pu être audité, il n'est pas possible de déterminer s'il a effectivement été contaminé par le logiciel espion.

Nos confrères du *Monde* et de Radio France ont également identifié les numéros de plusieurs personnalités françaises, démontrant qu'ils ont été sélectionnés

comme cibles potentielles par un service marocain. Ainsi notamment le numéro d'Edouard Philippe, alors Premier ministre, ainsi que celui de son épouse, celui d'une assistante et celui de son conseiller; ceux de Christophe Castaner (anciennement ministre de l'Intérieur), de la garde des sceaux Nicole Belloubet, du ministre de l'Economie Bruno Le Maire, du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian, du ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin. De même que ceux d'Alexandre Benalla, de Robert Menard (ancien dirigeant de Reporters sans frontières) et de beaucoup d'autres.

« Allégations infondées »

Les autorités marocaines évoquent des « allégations infondées », qu'elles rejettent en bloc. Le groupe NSO affirme qu'il n'a pas droit de regard sur l'utilisation que ses clients réservent à ses logiciels et souligne que ceux-ci ne sont uniquement affectés à des missions de surveillance. Un porte-parole de la société affirme en outre que ni Emmanuel Macron ni aucun membre du gouvernement français ou diplomate mentionné dans la liste n'est et n'a jamais été une cible de Pegasus.

Contacté par *Le Monde*, l'Elysée affirme que « si les faits sont avérés, ils sont évidemment très graves. (...) Certaines victimes françaises ont déjà annoncé qu'elles porteraient plainte, et donc des enquêtes judiciaires vont être lancées. »

Une dizaine de chefs d'Etat sélectionnés comme cibles par des clients de NSO

Les coordonnées téléphoniques d'un roi, de trois présidents et de dix Premiers ministres ont été identifiées dans la liste de 50.000 numéros à laquelle les médias membres du Projet Pegasus ont eu accès.

Il s'agit notamment d'Emmanuel Macron et de Charles Michel (alors Premier ministre), de Barham Salih (président de la République d'Irak), de Cyril Ramaphosa (président de l'Afrique du Sud), d'Imran Khan (Premier ministre pakistanais), de Mostafa Madbouly (Premier ministre d'Egypte), d'Ahmed Obeid bin Dagher (Premier ministre du Yémen jusqu'en octobre 2018), de Saad Hariri (président du Conseil des ministres du Liban jusqu'en janvier 2020), de Ruhakana Rugunda (Premier ministre de l'Ouganda jusqu'en juin 2021), d'Edouard Philippe (Premier ministre français jusqu'en juillet 2020), de Bakytjan Saguintaiev (Premier ministre kazakh

jusqu'en février 2019), du roi du Maroc Mohammed VI, de l'ex-Premier ministre algérien (jusqu'en décembre 2019) Noureddine Bedoui et du chef du gouvernement marocain Saad Eddine El Otmani. Aucun d'eux n'ayant confié son téléphone portable au consortium de journalistes, il n'est pas possible de savoir si certains de ces appareils ont effectivement été contaminés.

« Ce n'est pas une liste de NSO et ce ne l'a jamais été », affirme un porte-parole du groupe, évoquant des « informations fabriquées ». L'entreprise affirme que « trois des numéros au moins, ceux d'Emmanuel Macron, du roi Mohammed VI et de Tedros Ghebreyesus, ne sont pas et n'ont jamais été ciblés ou sélectionnés comme cibles par des clients de NSO. » Pas plus, a par la suite assuré NSO, que les membres des gouvernements et diplomates belges et français mentionnés. JO. MA.

Pegasus et la capture de la princesse Latifa



Extrait de la vidéo parvenue à la BBC.

© BELGA.

C'est une histoire qui, si ce n'est son dénouement incertain, pourrait inspirer Netflix. Une rocambolesque évasion dont l'héroïne est Latifa Al Maktoum, 35 ans, fille de Mohammed ben Rachid Al Maktoum, Premier ministre des

Emirats arabes unis. Le 24 février 2018, accompagnée d'une amie, la Finlandaise Tiina Jauhiainen, la princesse Latifa abandonne son téléphone portable dans les toilettes d'un café de Dubaï, parvient à rejoindre le sultanat d'Oman sans se faire repérer par les garde-frontières puis, en grimant sur un jet-ski cette fois, elle gagne un bateau qui l'attend au large, le *Nostromo*. Elle est aidée dans sa fuite par un entrepreneur français qui dans une précédente vie aurait été agent de la DGSE, Hervé Jaubert. Leur espoir était de naviguer jusqu'au Sri Lanka, d'où la jeune femme aurait demandé asile aux Etats-Unis. Mais elle ne parviendra jamais à destination : les 3 et 4 mars, le *Nostromo*

est survolé par des avions, puis il est suivi par deux navires, vraisemblablement de la marine indienne. Le 4 mars en soirée, le deux-mâts est arraisonné par des militaires indiens et des membres des forces spéciales émiraties. Des grenades fumigènes et assourdissantes auraient été utilisées lors de cet assaut et l'équipe du *Nostromo* rouée de coups. Il faudra attendre février 2021 pour savoir que la princesse est toujours en vie : dans une courte vidéo qu'elle a elle-même tournée dans sa salle de bains et qu'elle a pu transmettre à la BBC, elle dit avoir été droguée peu après sa capture et ramenée de force vers Dubaï en avion privé. Elle raconte aussi sa captivité dans une villa que gardent

des policiers et dont les fenêtres sont renforcées de barreaux. De l'enquête Pegasus Project, il ressort que dès le lendemain de la fuite de Latifa Al Maktoum, son numéro mais aussi ceux de plusieurs de ses proches ont été sélectionnés comme cibles par un opérateur du logiciel Pegasus. Notamment les coordonnées téléphoniques de deux des amies de Latifa. Ceux aussi d'instructeurs de parachutisme, un sport dont la princesse est férue. Pour sa part, le groupe NSO affirme que la liste de 50.000 numéros de téléphone à laquelle ont eu accès les membres du Projet Pegasus, dont *Le Soir*, « ne constitue pas une liste de cibles ou de cibles potentielles de clients de NSO ». JO. MA.

expert
literie
vivement mon lit!

SUMMER DEALS

Summer Deals de rêve chez Beka

Le plus bel endroit au monde sera encore un peu plus attirant cet été chez votre spécialiste local du sommeil. Car vous pouvez profiter de nos Summer Deals de rêve sur le confort de sommeil inégalé de Beka® ! Plus d'informations dans votre point de vente Beka® participant. Valable du 1^{er} juillet au 15 août 2021.

MAGASINS

Namur, Gembloux, Wavre, Wauthier Braine, Rhode-St-Genèse, La Hulpe

www.expertliterie.be